



NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/1155/Add.23  
15 novembre 1974  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels portant sur la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, qui ont été communiqués par les gouvernements en application de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

THAILANDE<sup>1/</sup>

/13 août 1974/

I. Introduction

Le développement économique et social du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 a, pour une large part, été réalisé grâce au deuxième (1967-1971) <sup>2/</sup> et troisième (1972-1976) <sup>3/</sup> plans nationaux de développement économique et social. Le premier de ces plans soulignait le besoin de développement social et de promotion de la main-d'oeuvre, l'importance du secteur privé dans l'industrialisation et le développement du commerce, des services et du secteur rural. Le second plan peut se résumer de la façon suivante :

1) Amélioration de la structure économique pour relever le niveau de vie de la population, en portant le taux de croissance du produit national brut à 7 p. 100 par an et celui du revenu par habitant à 4,5 p. 100 par an à l'échéance de l'an 2519 de l'ère bouddhique (1976);

---

<sup>1/</sup> Rapport établi par le Bureau du Conseil juridique, Bangkok.

<sup>2/</sup> Journal officiel, vol. 84, chap. 24, daté du 8 mars de l'an 2510 de l'ère bouddhique (1967).

<sup>3/</sup> Ibid., vol. 88, chap. 118, daté du 5 novembre de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971).

2) Stabilisation de l'économie nationale, autrement dit augmenter la productivité, les exportations et les services;

3) Accélération du développement rural et réduction de l'écart entre les revenus, autrement dit relever le revenu des populations rurales et accroître l'emploi;

4) Promotion de la justice sociale, autrement dit améliorer le niveau de vie de la population;

5) Développement de la main-d'oeuvre et augmentation de l'emploi, autrement dit ramener le taux de natalité à 2,5 p. 100 par an en 1976 et accroître l'emploi pour 2,6 millions de personnes en appuyant les industries grandes utilisatrices de main-d'oeuvre et en assurant la formation professionnelle des jeunes qui quittent l'école pour la vie active;

6) Promotion du rôle du secteur privé dans le développement, autrement dit coordonner les secteurs public et privé et établir une politique précise pour les entreprises publiques.

## II. Influence des instruments de l'ONU

La Constitution du Royaume de Thaïlande de l'an 2511 de l'ère bouddhique (1968) 4/, qui sanctionnait le droit au libre choix de la résidence sur le territoire du Royaume et au libre choix de la profession ou du métier, l'interdiction du travail forcé, la protection des droits de la famille, le droit à l'éducation et le droit d'association a été abolie par la Proclamation No 3 du Conseil exécutif national datée du 17 novembre de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971) 5/. Toutefois la Constitution du Royaume de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) qui est une constitution provisoire comptant 23 articles seulement, stipule au premier paragraphe de l'article 22 que "En toute matière qui n'est couverte par aucune disposition de la Constitution, il est statué conformément aux pratiques administratives du régime démocratique". Cela revient à dire que la constitution actuelle reconnaît les droits susmentionnés.

En ce qui concerne la coopération internationale dans le domaine du développement économique, le gouvernement accorde aux organisations et à leur personnel

---

4/ Ibid., vol. 85, numéro spécial daté du 20 juin de l'an 2511 de l'ère bouddhique (1968).

5/ Ibid., vol. 88, chap. 124, daté du 18 novembre de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971).

les droits et privilèges (facilités d'immigration et exonération d'impôts, par exemple) prévus par la Loi de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971) 6/, sur la protection des opérations du Centre de développement des pêcheries du Sud-Est asiatique, par la Proclamation No 35 du Conseil exécutif national datée du 31 décembre de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971) 7/ relative à la protection des opérations du Conseil de coopération douanière, par la Proclamation No 37 du Conseil exécutif national datée du 12 janvier de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) 8/ relative à la protection des opérations de l'Organisation des ministres de l'éducation du Sud-Est asiatique et par la Proclamation No 62 du Conseil exécutif national datée du 31 janvier de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) 9/ relative à la protection des opérations du Centre de coopération économique pour les régions de l'Asie et du Pacifique.

### III. Quelques faits marquants de la période considérée

#### A. Droit au travail

1) La Proclamation No 103 du Conseil exécutif national, datée du 16 mars de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) 10/ consolide la législation du travail. Elle i) révoque la Proclamation No 19 du Parti révolutionnaire datée du 31 octobre de l'an 2501 de l'ère bouddhique (1958) 11/ et la Loi de l'an 2508 de l'ère bouddhique (1965) 12/ sur la procédure de règlement des conflits du travail; ii) habilite le Ministère de l'intérieur à prendre des mesures propres à protéger la main-d'oeuvre

---

6/ Ibid., vol. 88, chap. 44, daté du 27 avril de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971).

7/ Ibid., vol. 89, chap. 2, daté du 2 janvier de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

8/ Ibid., vol. 89, chap. 6, daté du 13 janvier de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

9/ Ibid., vol. 89, chap. 16, daté du 31 janvier de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

10/ Ibid., vol. 89, chap. 41, daté du 16 mars de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

11/ Ibid., vol. 75, chap. 87, daté du 31 octobre de l'an 2501 de l'ère bouddhique (1958).

12/ Ibid., vol. 82, chap. 114, daté du 31 décembre de l'an 2508 de l'ère bouddhique (1965).

dans le domaine, par exemple, des horaires de travail, des jours fériés, des congés, de l'emploi des femmes et des enfants, du secours aux chômeurs, des salaires, des indemnités pour accident du travail, de la responsabilité des employeurs, etc., iii) crée une caisse de retraite dans le cadre du Ministère du travail, iv) habilite le Ministère de l'intérieur à réglementer les relations professionnelles en ce qui concerne, par exemple, les demandes d'amélioration des conditions de travail, le règlement des conflits du travail, les lock-out et les grèves, les comités d'entreprise, les associations d'employeurs et les syndicats.

2) En application de la Proclamation No 103 du Conseil exécutif national datée du 16 mars de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) 13/, le Ministère de l'intérieur a promulgué des avis 14/ concernant i) les règles générales de protection de la main-d'oeuvre, ii) les activités non soumises aux règles générales de protection de la main-d'oeuvre, iii) les maladies professionnelles, iv) les travaux comportant un risque pour la santé ou la personne de l'employé, v) la fête nationale du travail, vi) les travaux auxquels les employeurs peuvent affecter les enfants âgés de 12 à 15 ans, vii) l'indemnisation en cas de perte d'organe, viii) l'hygiène du travail, ix) les relations professionnelles, x) l'élection de délégués du personnel, xi) la procédure à suivre pour la formation d'associations d'employeurs et de syndicats, xii) la fusion des associations d'employeurs ou de syndicats, xiii) l'établissement d'un registre des associations d'employeurs et des syndicats et la nomination des préposés au registre de changwat, xiv) la fixation du salaire minimum et xv) le Comité de la Caisse de retraite. Le Ministère de l'intérieur a également promulgué des avis 15/ concernant : i) les catégories d'entreprises et la taille des entreprises assujetties au versement de la part patronale à la Caisse de retraite, en précisant les bureaux de versement, et ii) les taux de cotisation à la Caisse de retraite, le mode de recouvrements des cotisations et les recours.

3) Etant donné que le nombre d'étrangers exerçant une activité commerciale ou industrielle est important et s'accroît régulièrement et que les Thaïlandais sont de plus en plus capables, tant techniquement que financièrement, d'exercer des activités commerciales ou industrielles, il a paru opportun d'établir, dans l'intérêt du pays, un règlement concernant les activités commerciales ou industrielles des étrangers, et à cette fin le Président du Conseil exécutif national a promulgué la Proclamation No 281 du 24 novembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) 16/ qui classe les activités commerciales ou industrielles en trois listes : A, B et C. Les étrangers ne peuvent pas exercer les activités des

---

13/ Ibid. vol. 89, chap. 41, daté du 16 mars de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

14/ Ibid., vol. 89, chap. 61, daté du 16 avril de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

15/ Ibid., vol. 90, chap. 66, daté du 11 juin 2516 de l'ère bouddhique (1973).

16/ Ibid., vol. 89, chap. 180, daté du 25 novembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

listes A et B à moins d'y être autorisés par décret royal, ni celles de la liste C à moins d'y être autorisés par le Directeur général du Département de l'immatriculation des entreprises. Quant aux étrangers qui exerçaient déjà ces activités au 25 novembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972), ils sont autorisés à les exercer pendant encore deux ans s'il s'agit d'activités de la liste A et pendant une période de temps illimitée s'il s'agit d'activités des listes B ou C, à condition qu'ils n'augmentent pas le volume de leur production ni leur chiffre d'affaires de plus de 30 p. 100 par rapport à l'année comptable 2515 de l'ère bouddhique (1972) et qu'ils n'établissent pas de succursales nouvelles après le 25 novembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972), à moins d'obtenir l'autorisation du Directeur général.

4) Etant donné que le nombre d'étrangers travaillant dans le Royaume est important et s'accroît régulièrement et que cela provoque une diminution de la demande de main-d'oeuvre sur le marché intérieur du travail qui compromet les moyens de subsistance de la population thaïlandaise, le Président du Conseil exécutif national a promulgué la Proclamation No 322, datée du 13 décembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) 17/, qui, sous certaines conditions, i) interdit aux étrangers l'exercice des métiers ou des professions dont la liste sera spécifiée par décret royal, ii) fait obligation aux étrangers de demander une licence pour exercer une activité professionnelle non interdite et iii) fait obligation à quiconque souhaite engager un étranger de demander une licence à cet effet. Un décret royal 18/, promulgué en l'an 2516 de l'ère bouddhique (1973), donne la liste des 39 métiers ou professions dont l'exercice est interdit aux étrangers.

#### B. Droit à la sécurité sociale

1) L'arrêté ministériel No 9 (an 2513 de l'ère bouddhique), promulgué en application de la Loi sur les minéraux de l'an 2510 de l'ère bouddhique (1967) 19/, prescrit que l'employeur dans l'industrie extractive doit prendre des mesures de protection pour ses employés et des mesures de sécurité pour les tiers, notamment en ce qui concerne les machines, les chaudières, l'électricité, les explosifs, les dragues et l'exploitation minière souterraine.

---

17/ Ibid., vol. 89, chap. 190, daté du 13 décembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

18/ Ibid., vol. 90, chap. 24, daté du 14 mars de l'an 2516 de l'ère bouddhique (1973).

19/ Ibid., vol. 87, chap. 36, daté du 21 avril de l'an 2513 de l'ère bouddhique (1970).

2) La proclamation royale, datée du 24 avril de l'an 2513 de l'ère bouddhique (1970) 20/ annonce l'entrée en vigueur de la Convention No 105 concernant l'abolition du travail forcé à compter du 3 décembre de l'an 2512 de l'ère bouddhique (1969), date à laquelle le gouvernement a informé l'Organisation internationale du Travail de la ratification de la Convention.

3) Un tribunal des enfants et des adolescents 21/ et un centre d'observation et de protection 22/ ont été établis dans la province de Chiang Mai, dans le nord du pays.

4) L'arrêté ministériel 23/ No 7 (an 2514 de l'ère bouddhique), promulgué en application de la Loi sur le pétrole de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971), stipule que tout employeur dans l'industrie du pétrole doit prendre des mesures de protection pour ses employés et des mesures de sécurité pour les tiers.

5) La Proclamation No 15 du Conseil exécutif national, datée du 2 décembre de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971) 24/, a pour objet d'accélérer le service des prestations, par modification des articles 4, 5, 6, 7 et 8, par addition de l'article 6 bis et par révocation des articles 11 et 14 de la Loi de l'an 2497 de l'ère bouddhique (1954) sur l'aide aux personnes blessées dans l'exécution de leurs fonctions au service du gouvernement de la nation ou de l'humanité 25/.

---

20/ Ibid., vol. 87, chap. 40, daté du 5 mai de l'an 2513 de l'ère bouddhique (1970).

21/ Ibid., vol. 87, chap. 77, daté du 18 août de l'an 2513 de l'ère bouddhique (1970).

22/ Ibid., vol. 87, chap. 78, daté du 19 août de l'an 2513 de l'ère bouddhique (1970).

23/ Ibid., vol. 88, chap. 102, daté du 23 septembre de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971).

24/ Ibid., vol. 88, chap. 13, daté du 2 décembre de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971).

25/ Ibid., vol. 71, chap. 16, daté du 9 mars de l'an 2497 de l'ère bouddhique (1954).

Ainsi, toute personne blessée dans l'exécution de ses fonctions au service du gouvernement, ou en aidant d'autres personnes conformément aux devoirs imposés par la loi ou encore dans l'exécution d'une tâche au service de l'humanité, est admise au bénéfice de prestations en espèces à moins que la blessure ou les dommages ne soient le fait d'une erreur ou d'une faute lourde de sa part. Les prestations en question sont payées sous la forme de versements mensuels ou, à la demande du bénéficiaire, d'une somme globale.

6) La Proclamation No 132 du Conseil exécutif national, datée du 22 avril de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) <sup>26/</sup> porte réglementation de la conduite des écoliers et des étudiants, fondée sur l'obéissance aux parents et aux maîtres et la volonté de devenir de bons citoyens. Tout écolier ou étudiant encourt une punition en cas d'écart de conduite ou d'infraction au règlement de son école ou de son établissement d'enseignement; en cas de faute grave, ses parents ou tuteurs peuvent être astreints à s'engager par document écrit, à exercer une surveillance spéciale d'une durée d'un an au maximum; si l'affaire est très grave, l'école ou l'établissement peut déférer le coupable devant un comité de contrôle de la conduite des écoliers et des étudiants; et si l'intéressé a moins de 18 ans, le Comité peut l'envoyer dans une institution spécialisée où il recevra l'aide ou la protection prévue par la loi.

7) La Proclamation No 294 du Conseil exécutif national, datée du 27 novembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) <sup>27/</sup>, a été promulguée par le Président dudit Conseil et concerne la protection de l'enfance. Elle habilite le Directeur général du Département de la protection sociale à créer des foyers d'accueil, des garderies, des crèches, des foyers de protection de l'enfance et des centres de consultations psychopédagogiques et de consultations familiales, et à nommer des tuteurs et des fonctionnaires qualifiés. Le parent ou le tuteur doit s'occuper de l'enfant et en prendre dûment soin comme il convient; s'il manque à ses devoirs, il est passible d'une amende; en cas d'atteinte à la santé corporelle ou mentale de l'enfant, il est passible d'une peine de prison ou d'une amende, ou des deux à la fois. Il est interdit : i) d'abandonner son enfant dans un centre d'accueil; ii) d'employer un enfant à mendier; iii) de vendre ou de donner à un enfant des spiritueux, des cigarettes, ou toute autre substance nocive créant un état de dépendance et d'inciter un enfant à boire, fumer, etc. Quiconque enfreint ces restrictions est passible d'une peine de prison ou d'une amende, ou des deux à la fois.

#### C. Droit à un niveau de vie convenable

1) Considérant le nombre élevé des véhicules automobiles et de bateaux à moteur dont les émissions de gaz d'échappement (plus de 40 p. 100 au débitmètre

---

<sup>26/</sup> Ibid., vol. 89, chap. 66, daté du 25 avril de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

<sup>27/</sup> Ibid., vol. 89, chap. 182, daté du 29 novembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

Bosch ou Cosmocord) 28/ ou le niveau de bruit (plus de 95 décibels) 29/ peuvent nuire à la santé ou créer une nuisance, contrairement aux exigences de la loi, les autorités compétentes ont lancé des avertissements et imposé des sanctions, mais les infractions sont allées en se multipliant; la Proclamation No 16 du Conseil national exécutif, datée du 9 novembre de l'an 2514 de l'ère bouddhique 30/, a été promulguée pour protéger et améliorer l'environnement. Toute infraction en la matière peut être punie d'une lourde amende, et son auteur peut se voir interdire l'usage de son véhicule ou de son bateau, s'il n'en fait pas régler le moteur et s'il ne respecte pas le niveau d'émission de gaz d'échappement ou de bruit autorisé par la loi.

2) Considérant que la glace est un produit indispensable au public et à l'industrie, la Proclamation No 239 du Conseil exécutif national, datée du 3 novembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) 31/, a été promulguée en vue de :

i) promouvoir et réglementer la production et la distribution de glace pour que la qualité soit conforme à la norme d'hygiène, et que la production réponde à la demande; ii) habiliter les pouvoirs publics à décider de la production, des secteurs de distribution et du niveau des prix; et iii) prévenir toute concurrence préjudiciable à l'économie nationale ou à la population.

3) A l'heure actuelle, les salariés disposant de revenus faibles et moyens ont besoin de logements plus convenables et mieux adaptés à leurs besoins mais la mise en application de la politique de logements du gouvernement a été très lente. D'autre part, les organismes gouvernementaux, entreprises d'Etat et sociétés privées qui ont participé aux projets de construction de logements, travaillent chacun de leur côté et sans vraiment collaborer. Le Conseil exécutif national a promulgué, le 13 décembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) 32/, sa Proclamation No 316 qui vise à fusionner lesdits organismes gouvernementaux et entreprises d'Etat en un seul organe dénommé "Office national du logement" qui sera chargé de la mise en application de la politique de logement du gouvernement.

#### D. Droit à la santé physique et mentale

A la suite de l'abolition absolue du régime de licences pour l'opium à fumer, décidée par le gouvernement le 1er juillet de l'an 2502 de l'ère bouddhique (1959) 33/, la consommation d'autres substances nocives créant un état de dépendance.

---

28/ 29/ Ibid., vol. 88, chap. 147, daté du 28 décembre de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971).

30/ Ibid., vol. 88, chap. 137, daté du 9 décembre de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971).

31/ Ibid., vol. 89, chap. 167, daté du 7 novembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

32/ Ibid., vol. 89, chap. 190, daté du 13 décembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

33/ Proclamation No 37 du Parti révolutionnaire, datée du 9 décembre de l'an 2501 de l'ère bouddhique publiée au Journal officiel, vol. 75, chap. 106, daté du 9 décembre de l'an 2501 de l'ère bouddhique (1958).



s'est accrue. Les amphétamines 34/ et le LSD 35/ ont été mis sur la liste des stupéfiants par le Ministère de la santé publique. Malgré la répression et les sanctions sévères, le nombre d'infractions aux lois contre les stupéfiants : opium, morphine, héroïne, cannabis sativa, nitragyna speciosa et amphétamines, était encore très élevé entre 1970 et 1972 36/ comme le montre le tableau suivant :

Type de stupéfiant	1970		1971		1972	
	Nombre de cas	Nombre d'accusés	Nombre de cas	Nombre d'accusés	Nombre de cas	Nombre d'accusés
Opium	765	854	894	995	1 022	1 133
Morphine	175	182	122	126	117	120
Héroïne	3 922	4 258	3 993	4 255	5 093	5 616
Cannabis sativa	341	492	548	801	1 086	2 076
Nitragyna speciosa	30	30	40	42	98	102
Amphétamines	10	11	26	29	21	27

#### E. Droit à l'éducation

1) La loi portant création de l'Université Ramkhamhaeng a été promulguée en 2514 de l'ère bouddhique (1971) 37/. L'idée était de créer une université qui admette sans examen d'entrée, toute personne ayant poursuivi ses études jusqu'au niveau pré-universitaire. Cette université permettra à ceux qui, pour une raison quelconque, ne peuvent pas être admis dans les autres universités, d'améliorer leurs connaissances.

34/ Le 31 août 1969.

35/ Le 10 juin 1970.

36/ Bureau central des stupéfiants, an 2515 de l'ère bouddhique (1972), rapport annuel, p. 5.

37/ Ibid., vol. 88, chap. 24, daté du 2 mars de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971).

2) La Loi portant création de l'Institut de technologie du roi Mongkut a été promulguée en 2514 de l'ère bouddhique (1971) 38/. L'objectif était de former des professeurs ayant au moins le grade de bachelier (bachelor's degree) pour l'enseignement de la technique et des sciences avant et jusqu'au grade de bachelier et au-delà. Cet institut doit fournir des professeurs aux écoles professionnelles et aux collèges techniques et il a été doté d'un règlement qui définit les modalités d'admission.

3) Considérant que l'enseignement des sciences, des mathématiques et des techniques dans les écoles, les établissements secondaires et les universités du pays ne correspond pas au progrès rapide de ces trois disciplines, et que l'UNESCO et le PNUD ont accepté d'aider la Thaïlande dans ce domaine, le Conseil exécutif national a promulgué, le 16 janvier de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) 39/, sa Proclamation No 42 qui porte création d'une institution chargée de promouvoir l'enseignement des sciences, des mathématiques et des techniques pour qu'il soit plus efficace et mieux coordonné à tous les niveaux de l'enseignement.

#### F. Droit à la libre participation à la vie culturelle

1) Considérant que les fouilles clandestines ayant pour objet la recherche d'antiquités et d'objets d'art, qui ont été exécutées contrairement aux principes scientifiques dans divers secteurs du changwat d'Udon Thani et de celui de Sakon Nakhon, qui risquaient d'être étendues à d'autres changwats et qu'elles avaient détruit de précieux vestiges historiques, du patrimoine de l'humanité, le Conseil exécutif national a promulgué, le 23 juillet de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) 40/ sa Proclamation No 189 qui interdit les fouilles illégales et la vente d'antiquités et d'objets d'art qui doivent rester dans le patrimoine commun. A cet égard, il a été annoncé que les personnes qui avaient en leur possession des objets provenant de telles fouilles devaient les déclarer aux autorités compétentes avant le 22 août de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972), sous peine de poursuites en vertu de la loi de l'an 2504 de l'ère bouddhique (1961) 41/ sur les sites anciens, les antiquités, les objets d'art et les musées nationaux et du Code pénal 42/.

---

38/ Ibid., vol. 88, chap. 43, daté du 23 avril de l'an 2514 de l'ère bouddhique (1971).

39/ Ibid., vol. 89, chap. 9, daté du 17 janvier de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

40/ Ibid., vol. 89, chap. 115, daté du 27 juillet de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

41/ Ibid., vol. 78, chap. 66, daté du 29 août de l'an 2504 de l'ère bouddhique (1961).

42/ Ibid., vol. 73, chap. 95, daté du 15 novembre de l'an 2499 de l'ère bouddhique (1956).

Quiconque a en sa possession un objet qui, de l'avis du Directeur général du Département des Beaux-Arts, a une valeur artisitique, historique ou archéologique, est tenu de le remettre au Directeur général, faute de quoi il est passible d'une sanction pénale.

2) Le Conseil exécutif national a promulgué, le 13 décembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972) <sup>43/</sup>, sa Proclamation No 308 qui apporte à certains articles de la loi de l'an 2504 de l'ère bouddhique (1961) sur les sites anciens, les antiquités, les objets d'art et les musées nationaux des modifications que l'on peut résumer comme suit :

1. Les antiquités ou objets d'art cachés, enfouis ou abandonnés et sur lesquels personne ne peut justifier d'un droit de propriété, appartiennent au domaine public. L'inventeur doit remettre l'antiquité ou l'objet à l'autorité compétente et a droit à une récompense correspondant au maximum au tiers de sa valeur (article 24).

2. Quiconque s'approprie ou prend pour le compte d'autrui une antiquité ou un objet d'art caché, enfoui ou abandonné qu'il a trouvé et sur lequel personne ne peut justifier d'un droit de propriété, est passible d'une sanction pénale (article 31).

3. Les sanctions pénales ont été aggravées pour toute personne qui abîme ou détruit un site ancien ou y pénètre sans autorisation (article 32), qui abîme ou détruit une antiquité ou un objet d'art classé ou qui exporte une antiquité ou un objet d'art (articles 38 et 39).

IV. Mesures tendant à admettre au bénéfice des droits visés à la rubrique III un plus grand nombre de personnes, sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou autre, d'origine nationale ou sociale, de propriété, de naissance ou d'autres conditions

Les droits économiques, sociaux et culturels sont enseignés dans une certaine mesure dans les écoles, les établissements secondaires et les universités. Les journaux ont également joué un rôle important en ce qu'ils ont demandé la mise en application des droits susmentionnés et protesté auprès des autorités chaque fois que les droits de la population ont été violés. Toute personne lésée, peut, en vertu de la loi sur les pétitions, adresser une pétition à l'autorité ou au fonctionnaire compétents; elle peut aussi engager une action en justice devant les tribunaux civils ou criminels.

---

<sup>43/</sup> Ibid., vol. 89, chap. 190, daté du 13 décembre de l'an 2515 de l'ère bouddhique (1972).

V. Difficultés rencontrées pour assurer la jouissance des droits susmentionnés

Au cours de la période considérée, la menace du terrorisme politique est allée en s'accroissant dans certaines régions du pays; pour maintenir l'ordre public, le gouvernement a dû consacrer chaque année des fonds toujours plus importants à la répression, alors que dans d'autres circonstances il les aurait affectés au développement économique, social et culturel.

•  
-----